

21/07/2025

## ***Seule la solidarité anticolonialiste aidera les Palestiniens.***

### **Les États impérialistes parlent, mais n'agissent toujours pas**

La famine est désormais totale dans la Bande de Gaza et les gouvernements des puissances impérialistes occidentaux ne font toujours rien. La France, le Royaume Uni, le Canada et 22 autres États viennent de réaliser en quoi consistent les « distributions de nourriture » de Gaza, organisées par l'armée d'occupation et des mercenaires US : ce n'est que l'occasion de tuer des Palestiniens affamés, 875 sont morts en cherchant de la nourriture selon l'ONU.

Les gouvernements des pays cités condamnent : « *Le modèle de distribution de l'aide mis en place par le gouvernement israélien est dangereux, alimente l'instabilité et prive les Gazaouis de leur dignité humaine* », mais se gardent bien de dire que les sionistes ont pris le monopole du ravitaillement dans le but d'humilier et de tuer des Gazaouis. S'ils réclament un cessez-le-feu : « *La guerre à Gaza doit cesser immédiatement* », c'est en utilisant le terme de guerre et non de génocide, ils ne demandent pas que les agences de l'ONU reprennent le monopole de la distribution alimentaire et le départ de la pseudo ONG GHF et, bien sûr, se sentent obligés de parler des captifs qu'ils baptisent otages qui sont « *cruellement détenus* ».

Et dans les faits, toujours aucune sanction contre l'État colonial sioniste génocidaire.

### **Quelques sanctions avancées par les États du Sud**

A l'initiative du groupe de la Haye, composé de 12 pays (Bolivie, Colombie, Cuba, Nicaragua et Saint-Vincent-et-Grenadines du continent américain, Indonésie, Irak, Malaisie et Oman, du continent asiatique, Afrique du Sud, Libye et Namibie, du continent africain), trente-deux pays se sont réunis à Bogota, dont l'Algérie, la Turquie, le Qatar, le Brésil, le Mexique, la Chine et l'Espagne, les 15 et 16 juillet derniers. Si les 32 pays participants ont affirmé, dans la déclaration finale : « l'ère de l'impunité doit prendre fin et le droit international doit être appliqué », seuls les 12 initiateurs ont adopté une panoplie de sanctions contre l'État colonial sioniste. Il s'agit d'un engagement en six points. Les trois premiers concernent « *la fourniture ou le transfert d'armes, de munitions, de carburant militaire, d'équipements militaires* » qu'ils veulent empêcher, également ils s'engagent à empêcher l'accostage ou le transit de bateaux, ainsi que le transport par des bateaux battant leurs pavillons. Ils ont recours de manière explicite dans ces engagements au terme de génocide. Le 4<sup>ème</sup> point indique s'intéresser aux contrats publics favorisant l'entité sioniste, qui seront examinés et dénoncés. Enfin, les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> points abordent la responsabilité juridique des auteurs des « *crimes les plus graves* » et le soutien aux « *mandats de compétence universelle* ».

Si la plupart de ces pays ont récemment rompu ou n'ont jamais eu de relation diplomatique avec l'entité sioniste, le sujet n'est pas abordé, pas plus que des sanctions économiques d'ordre général contre l'État colonial sioniste génocidaire, ni les entreprises qui commercent avec lui. Ce sont les limites de cet engagement, une autre limite étant que les pays « poids lourds » invités, comme la Turquie, le Brésil ou la Chine n'ont pris aucun engagement. Néanmoins, ils ont jusqu'au 20 septembre pour le faire, précise un communiqué du ministère des Affaires étrangères turc dénonçant les allégations mensongères évoquant son refus de soutenir la déclaration d'engagement. Bien que les mesures convenues soient importantes, même les délégations présentes reconnaissent que leur volonté ne sera pas suffisante. Des mesures plus larges et plus énergiques sont à exiger.

Pourtant, le 15 juillet, depuis la tribune du ministère colombien des Affaires étrangères, Francesca Albanese a réaffirmé l'importance historique de cet événement. Elle a déclaré qu'il pourrait s'agir d'« *un tournant historique qui mettra fin, par des mesures concrètes, à l'économie fondée sur le génocide qui a soutenu Israël. Je suis venue*

à cette réunion avec la conviction que le discours est en train de changer. L'espoir doit être une vertu que nous devons tous préserver ».

### **En France, la « solution à deux États » comme horizon unique**

La CGT a publié une carte pétition destinée à Macron dans la perspective de la Conférence internationale des chefs d'État sur la Palestine, que ce dernier et son compère le prince héritier d'Arabie saoudite ont repoussé au mois de septembre. Cet appel à Macron de sanctionner les sionistes, est lunaire. On peine de plus en plus à comprendre pourquoi, sur tous les sujets, la CGT implore Macron, comme s'il n'était pas un ennemi de classe et, en l'occurrence, le représentant d'une puissance impérialiste profitant de la colonisation de la Palestine.

Mais ce n'est pas tout ; les demandes finales au fondé de pouvoir du Capital dans notre pays mentionnent en premier lieu qu'il doit tout faire pour « *la libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens* ». Rien que le langage permet une distinction de statut qui dénie le droit de faire des prisonniers dans une guerre de libération nationale et empêche une mise au même niveau des captifs sionistes et palestiniens.

Comme cerise sur le gâteau, après avoir condamné le génocide, le texte de la carte pétition, dans une deuxième partie, pose les revendications de la direction confédérale de la CGT. On y trouve cette phrase : « *Le droit à la sécurité et à la liberté doit être garanti pour les peuples israélien et palestinien au travers de deux États indépendants* ». Là aussi, il est évident que cette demande est lunaire, tant la situation concrète rend impossible cette pseudo solution. Mais surtout, elle ne prend absolument pas la mesure de la situation coloniale en Palestine, qui n'est d'ailleurs pas évoquée dans le texte. Cette formule sous-entend que seuls les « territoires occupés » seraient colonisés et occulte totalement le droit au retour des réfugiés de 1948.

**Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, cette position d'une organisation qui se réclame de la lutte des classes est insupportable. Toute la Palestine est colonisée et le sionisme est une idéologie coloniale de substitution n'hésitant à recourir au génocide que nous devons combattre, en soutenant la lutte de libération nationale des Palestiniens.**

### **La focalisation sur le soi-disant droit international**

La « gauche » française non sioniste (LFI, PCF et la plupart des écologistes) ainsi que la direction de la CGT ont comme perspective unique, lorsqu'elles évoquent la question palestinienne, le respect de ce qu'elles appellent le « droit international ». Le fait que la France Insoumise dénonce le génocide depuis bien plus longtemps que les autres ne change rien à leur similitude absolue dans l'idée des torts partagés et la condamnation de la Résistance armée palestinienne et leur croyance béate en des valeurs mythiques qui seraient universelles (donc pas traversées par les rapports de force internes à l'impérialisme) puis relèveraient d'un autre mythe baptisé « droit ».

Cela entraîne des focalisations sur la reconnaissance de l'État de Palestine, revendication certes juste, mais qui ne changera rien à la situation des Palestiniens, ou sur les appels à Macron et Barrot afin qu'ils empêchent le survol de la France par Netanyahu, ce qu'ils ne feront jamais, ou encore les éternels dépôts de plaintes contre des sionistes assumant le génocide et les faux espoirs que ce gens-là seront un jour jugés. La justice, en France comme dans tous les autres pays capitalistes, est une justice de classe, au service du capitalisme ; son rôle, particulièrement en France, est de réprimer les militants qui soutiennent le combat de libération nationale des Palestiniens, pas de sanctionner les thuriféraires de l'État colonial sioniste, dont l'impérialisme français est un soutien.

Cela entraîne aussi un cortège d'illusions sur ce fameux « droit international » et d'espoirs dans les différentes cours de justices internationales. Le soutien à la CPI et les plaintes régulières qui sont déposées auprès d'elle relèvent totalement de l'occultation de ce qu'est réellement la CPI, présentée comme un pilier de ce droit international qui serait juste, alors qu'elle est un instrument de répression créé par les impérialistes occidentaux pour réprimer les dirigeants des pays, notamment africains, qui voudraient échapper à la domination néocoloniale. Tout ce qui peut arriver de bon pour les peuples et les travailleurs du monde concernant la CPI, c'est sa disparition. Jamais cette cour ne jugera Netanyahu, elle a dû émettre, sous la pression des peuples solidaires, un mandat d'arrêt, mais les choses n'iront pas plus loin.

Le droit est fonction du rapport de force, donc établi par les classes dominantes. Nous l'avons écrit et nous l'écrivons encore, le droit international, c'est le droit impérialiste et spécialement le droit de l'impérialisme dominant. Que dire, par exemple, du silence assourdissant de la Cour Internationale de Justice, qui, un an et demi après avoir évoqué un « risque de génocide », ne dit toujours pas, malgré les relances de l'Afrique du Sud ou de l'Algérie, qu'il y a un génocide, permettant ainsi au marais des journalistes pas tout à fait sionistes de s'abstenir sur la question, arguant du débat chez les juristes.

**Non seulement il n'y a rien à attendre du « droit international », mais continuer aujourd'hui de s'en réclamer relève, au mieux de l'idiotie utile, au pire de l'escroquerie.**

## **On ne peut pas discuter avec les sionistes**

Pendant que la « gauche » s'accroche à des solutions qui n'en sont pas, le génocide se poursuit, dans des proportions jamais atteintes à Gaza. Et tous ceux qui voudraient voir fraterniser les peuples israélien et palestinien (quand ce ne sont pas leurs prolétariats) devraient jeter un coup d'œil sur la colline de Sdérot, où se tient ce que les sionistes ont baptisé le « meilleur spectacle en ville ». En vingt-et-un mois d'impitoyables opérations militaires, le promontoire de Sdérot est devenu le lieu où nombre d'Israéliens viennent contempler cette guerre si peu affichée sur leurs écrans de télévision. Après une courte ascension sur un chemin sablonneux, pour seulement 5 shekels (soit un peu plus d'1 euro) en paiement sans contact, des jumelles sur pied permettent d'examiner l'enfilade de bâtiments éventrés dans la partie nord de la bande de Gaza. En cas de petite soif, alors que les températures estivales approchent les 40 degrés, les visiteurs peuvent se rafraîchir grâce à des distributeurs de boissons approvisionnés régulièrement.

Il faut savoir qu'en juillet 2014, déjà, les sionistes se réunissaient sur les hauteurs de Sdérot d'où, totalement hilares, ils contemplaient les massacres de masse perpétrés par l'armée d'occupation sur les Gazaouis, tout en discutant et pique-niquant.

Cet exemple parmi d'autres, avec les ratonnades contre les Palestiniens citoyens de l'entité sioniste, devrait suffire à comprendre que **pas grand monde, parmi les sionistes d'origine européenne, ne porte pas de responsabilité dans la colonisation de substitution, ni dans le génocide. Nous sommes face à une population totalement formatée, qui pense légitime de « tuer des Arabes ». La libération de la Palestine passe par la fin de la barbarie, donc celle de l'État colonial sioniste génocidaire.**

## **En conclusion**

Du soi-disant droit international à la pseudo solution à deux États, en passant par les torts partagés et la condamnation de l'attaque du 7 octobre 2023, la « gauche » française en reste à une rhétorique surtout humanitaire, d'une unique dimension morale, à une sympathie pour un peuple martyr et une compassion qui fait siennes les souffrances du peuple palestinien mais peine à comprendre les racines politiques profondes de l'entreprise sioniste de conquête de la Palestine. Le Parti Révolutionnaire Communistes fait siens ses propos de Patrick Bobulesco : *« La véritable solidarité avec le peuple palestinien exige d'abandonner cette vision passive et victimaire pour le reconnaître comme un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation. »*.

Il faut plus que jamais la solidarité active des peuples et des travailleurs du monde entier avec la résistance du peuple palestinien, à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem. **Il est plus que temps qu'une grande manifestation populaire s'organise partout en France pour soutenir la lutte de libération nationale du peuple palestinien et crier que les crimes cela suffit, que les droits légitimes du peuple palestinien doivent être reconnus.**

**Une telle manifestation doit porter la revendication d'une paix juste en Palestine. Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique et indépendant.**

**Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.**

**L'État colonial sioniste tombera. On ne peut dire quand, mais il tombera. C'est le sens de l'histoire.**